Le seuil iranien : Pepe Escobar, l’avertissement stratégique de la Russie et la dernière issue diplomatique à Shenzhen

Par Frank , 7 novembre 2026

Le seuil iranien : Pepe Escobar, l’avertissement stratégique de la Russie et la dernière issue diplomatique à Shenzhen

Pourquoi une nouvelle attaque américaine contre l’Iran pourrait déboucher sur une confrontation avec l’ordre eurasiatique émergent



Par Frank Dumon | Principalement fondé sur l’analyse de Pepe Escobar lors d’un entretien avec Zulfiqar Ali

« **Une attaque contre l’Iran sera une attaque contre la Russie.** » Tel est l’avertissement stratégique que Pepe Escobar tire de l’activité diplomatique exceptionnelle entourant la rencontre entre Vladimir Poutine et le responsable

iranien de la sécurité nationale. Il s'agit d'un avertissement sur les conséquences possibles, et non d'une citation d'un traité de défense mutuelle.

Le danger qui menace l'Asie occidentale ne se limite plus à la perspective d'un nouvel échange de frappes de missiles entre les États-Unis, Israël et l'Iran. Le risque plus profond est que Washington interprète mal l'équilibre des forces politiques et économiques qui s'est développé en dehors de sa sphère d'influence traditionnelle. Une campagne militaire conçue comme une démonstration de suprématie américaine pourrait, au contraire, accélérer la consolidation d'un système stratégique eurasiatique au sein duquel la Russie, l'Iran et la Chine coordonnent de plus en plus étroitement leurs intérêts, tandis que le Pakistan joue un rôle diplomatique indispensable.

C'est l'argument central d'une récente discussion avec l'analyste géopolitique **Pepe Escobar**, animée par **Zulfiqar Ali**. Escobar place une rencontre exceptionnellement importante à Moscou au cœur de son évaluation. Son analyse se montre ouvertement critique envers l'interventionnisme américain, la politique militaire israélienne et l'establishment politique qui continue de considérer la coercition comme l'instrument privilégié des relations internationales. Son langage est souvent incendiaire. Mais sous cette polémique se cache une question qui mérite d'être examinée sérieusement : que se passe-t-il lorsqu'un gouvernement habitué à faire supporter aux autres le coût de ses guerres se trouve confronté à des puissances de plus en plus capables de lui imposer, à leur tour, des coûts ?

Les faits confirmés sont importants. Le **5 novembre 2026**, le président russe Vladimir Poutine a reçu au Kremlin **Mohsen Rezaei**, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran. Le conseiller du Kremlin **Iouri Ouchakov** et le chef du renseignement militaire russe **Igor Kostioukov** figuraient parmi les participants russes identifiés. Rezaei a ensuite évoqué la sécurité régionale, les arrangements pour l'après-guerre et la coopération énergétique. Il a également réaffirmé que Téhéran exigeait de Washington l'acceptation des conditions iraniennes avant que les négociations et la réouverture du détroit d'Ormuz puissent se poursuivre. Ces seuls éléments publics confèrent déjà à la rencontre une importance politique considérable.

Escobar va plus loin. S'appuyant sur une source qui, selon lui et son interlocuteur, avait accès à la délégation iranienne, il fait état d'un long entretien téléphonique préparatoire, d'un accueil au protocole inhabituellement solennel, d'une réunion de plus de trois heures et d'une liaison sécurisée avec le Guide suprême **Mojtaba Khamenei**. Les informations accessibles au public ne permettent pas de confirmer indépendamment chacun de ces détails. Ceux-ci sont présentés ici comme *le récit*

d’Escobar fondé sur ses sources, et non comme un procès-verbal vérifié des discussions au Kremlin. Cette distinction est d’autant plus importante que les implications stratégiques de la rencontre confirmée sont déjà considérables, sans qu’il soit nécessaire de prétendre connaître tout ce qui s’est dit à huis clos.

1. Le message de Moscou : une attaque contre l’Iran n’est plus une affaire exclusivement iranienne

Pendant une grande partie de la période qui a suivi la révolution iranienne de 1979, la politique américaine a reposé sur l’hypothèse selon laquelle l’Iran pouvait être soumis à un degré exceptionnel de pression militaire, financière et diplomatique. Sanctions, isolement, opérations clandestines, menaces d’attaque et confrontations militaires récurrentes ont été utilisés pour restreindre la marge de manœuvre de Téhéran. Les gouvernements iraniens, quel que soit le jugement que l’on porte sur leur politique intérieure, en sont venus à considérer l’autonomie stratégique et la dissuasion comme des questions de survie.

Escobar soutient que la rencontre de Moscou marque la fin de l’illusion selon laquelle Washington pourrait traiter l’Iran comme un État isolé. L’Iran n’est pas un protectorat russe. Moscou n’a pas non plus l’obligation juridique de mener une guerre contre les États-Unis au nom de Téhéran. Mais la Russie a trop d’intérêts engagés dans la survie, les infrastructures et l’orientation stratégique de l’Iran pour considérer une nouvelle offensive comme une simple affaire régionale lointaine. L’Iran est un voisin crucial dans l’espace caspien, un partenaire énergétique et logistique, un participant aux institutions eurasiatiques et un contrepoids important à la prépondérance militaire occidentale.

La distinction entre une **attaque militaire directe contre le territoire russe** et une **attaque stratégique contre les intérêts russes** est essentielle. La formule d’Escobar est surtout convaincante dans ce second sens. La destruction des corridors de transport iraniens, un changement de gouvernement imposé à Téhéran ou la neutralisation durable des capacités défensives iraniennes porteraient atteinte à la position géopolitique de Moscou. Cela pourrait compromettre des investissements, affaiblir une importante route commerciale vers le sud et renforcer l’idée que tout État extérieur au système d’alliances américain reste vulnérable à une destruction imposée de l’extérieur.

Pour la Russie, une telle issue aurait des enseignements allant bien au-delà de l’Iran. Un gouvernement déjà engagé dans une confrontation prolongée avec l’Occident au sujet de l’Ukraine verrait dans l’élimination ou l’affaiblissement grave d’un autre partenaire stratégique la preuve que les accommodements négociés sont

provisoires, tandis que la pression militaire demeure permanente. Voilà pourquoi la rencontre au Kremlin est importante. Elle indique, à tout le moins, que la question iranienne est désormais indissociable des calculs de sécurité plus larges de la Russie.

Cette appréciation ne constitue pas un plaidoyer en faveur d'une confrontation russo-américaine. C'est tout le contraire : un avertissement selon lequel les planificateurs américains pourraient sous-estimer la rapidité avec laquelle une frappe prétendument limitée prendrait une signification beaucoup plus large. Dès que des partenaires stratégiques interprètent une attaque comme un élément d'une campagne contre leur sécurité collective, l'escalade ne respecte plus les frontières bien ordonnées imaginées dans les salles de briefing militaires.

2. « Notre soutien ne connaît aucune limite » : le langage de la dissuasion et sa véritable signification

Parmi les affirmations les plus spectaculaires de la discussion d'Escobar figure l'idée que Poutine aurait fait comprendre que le soutien russe à l'Iran **« ne connaît aucune limite ».** Cette formule apparaît dans le récit du commentateur ; elle ne doit pas être présentée comme une déclaration publique de Poutine authentifiée de manière indépendante. Sa portée stratégique peut néanmoins être analysée sans exagération.

La Russie et l'Iran ont conclu en janvier 2025 un **Traité de partenariat stratégique global**, entré en vigueur plus tard la même année. Cet accord définit un cadre pour la coordination en matière de sécurité, la coopération militaro-technique, les exercices, les contacts entre services de renseignement, les projets énergétiques et l'intégration économique. Son langage est lourd de conséquences. Il indique que la relation est conçue pour survivre aux crises particulières et aux cycles électoraux, plutôt que de dépendre d'arrangements temporaires.

Mais ce traité **ne contient pas de clause de défense mutuelle automatique comparable à celle de l'OTAN**. L'article 3 prévoit que, si l'une des parties subit une agression, l'autre ne fournira pas d'assistance à l'agresseur et contribuera à un règlement conforme à la Charte des Nations unies. Les articles 5 et 6 établissent une coopération militaire et militaro-technique. Ils ne promettent pas une participation automatique de la Russie à tout conflit impliquant l'Iran. Toute publication affirmant l'existence d'une telle obligation confondrait la dissuasion politique et le droit des traités.

Cela ne rend pas le partenariat superficiel. Le soutien peut prendre de nombreuses formes : protection diplomatique dans les enceintes internationales ; partage de

renseignements ; surveillance et alerte précoce ; maintenance et technologies ; assistance aux infrastructures ; coopération énergétique ; coordination entre industries de défense ; et maintien des échanges commerciaux malgré les sanctions. Ces possibilités comptent, même lorsque la nature précise de l'assistance actuelle n'est pas rendue publique. Il serait toutefois irresponsable de présenter comme confirmés des transferts particuliers de missiles ou des arrangements opérationnels simplement parce qu'Escobar estime qu'ils ont été discutés.

L'une des raisons pour lesquelles son interprétation mérite l'attention est la présence de la direction du renseignement militaire russe à la réunion. La participation d'un haut responsable du renseignement ne prouve pas que des accords spécifiques sur les armements aient été conclus. Elle établit néanmoins que Moscou a traité cette rencontre comme une consultation de sécurité de premier ordre. Combinée aux relations de défense existantes, elle crée précisément l'ambiguïté stratégique que la dissuasion cherche souvent à produire : Washington ne peut pas supposer avec certitude qu'une frappe contre l'Iran ne rencontrerait qu'une capacité militaire iranienne inchangée, agissant entièrement seule.

Dans le même temps, Moscou a ses propres raisons d'éviter une guerre régionale incontrôlable. La Russie ne tirerait aucun avantage d'une crise qui détruirait les infrastructures énergétiques, déstabiliserait les liaisons dans la région caspienne ou risquerait de provoquer une confrontation directe avec les États-Unis. L'interprétation la plus crédible d'une rhétorique de soutien sans réserve n'est donc pas l'annonce d'une guerre illimitée. Il s'agit d'un avertissement destiné à rendre les coûts d'une nouvelle action américaine incertains, considérables et politiquement difficiles à maîtriser.

3. Russie, Chine et Pakistan : un triangle puissant, mais pas un bloc militaire unique

Escobar et Ali décrivent l'émergence d'un **triangle Russie–Chine–Pakistan** important autour de l'Iran. Celui-ci mérite davantage d'attention que l'intérêt habituel de l'Occident pour les seules alliances militaires. Les trois États jouent des rôles différents, et leur coopération tire précisément sa force de la complémentarité de ces rôles.

La Russie apporte à Téhéran un poids diplomatique, une coopération ancienne en matière de défense et des relations économiques croissantes. Elle constitue aussi le maillon géographique septentrional du Corridor international de transport Nord–Sud. **La Chine**, grande puissance économique asiatique et partenaire stratégique de la Russie comme de l'Iran, dispose d'une influence commerciale, financière et

diplomatique. **Le Pakistan** est devenu un canal essentiel pour les négociations entre Washington et Téhéran, le Qatar jouant également un rôle central dans la médiation. Leur influence ne saurait être assimilée à celle d'un commandement militaire commun, dont l'existence n'a pas été démontrée.

Il existe des preuves publiques tangibles de cette coordination. En juillet 2026, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi et son homologue pakistanais Ishaq Dar ont conjointement appelé les États-Unis et l'Iran à cesser les hostilités et à reprendre les négociations. La Chine a explicitement reconnu la contribution du Pakistan à la médiation. Le ministère pakistanais des Affaires étrangères a, de son côté, décrit à plusieurs reprises ses contacts avec les deux parties comme une démarche diplomatique continue. Le mémorandum d'accord d'Islamabad et les initiatives ultérieures du Pakistan et du Qatar montrent que la médiation constitue un véritable processus politique, et non une simple construction spéculative.

L'importance du Pakistan est particulièrement facile à sous-estimer. Islamabad entretient des relations de travail avec la Chine et la Russie tout en préservant des canaux avec Washington, les capitales du Golfe et Téhéran. Ses intérêts nationaux ne sont pas identiques à ceux de l'Iran, et il n'a aucune raison de rechercher une guerre régionale illimitée pour le compte de ce dernier. Cette distance peut justement rendre sa médiation crédible. Un intermédiaire qui se contente de répéter les exigences d'une seule partie est moins utile que celui qui peut transmettre avertissements, concessions et compromis possibles sans être immédiatement écarté.

Les priorités chinoises sont tout aussi distinctes. Pékin souhaite que la navigation commerciale dans le **détroit d'Ormuz** se poursuive sans interruption. La Chine attache de l'importance à ses relations avec l'Iran, mais également avec l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe. Elle s'oppose à une instabilité qui menace ses approvisionnements énergétiques, ses investissements dans les infrastructures et ses réseaux commerciaux internationaux. Son opposition aux pressions unilatérales américaines va donc de pair avec la volonté de freiner l'escalade régionale. Il s'agit d'une politique d'équilibre, et non d'un engagement à participer à toutes les guerres choisies par un partenaire.

La configuration qui en résulte est plus complexe que l'image familière de blocs rivaux. La Russie apporte la profondeur stratégique ; la Chine, la puissance économique et le rayonnement diplomatique ; le Pakistan, l'accès aux négociations. L'Iran conserve quant à lui ses propres intérêts et sa capacité d'action. Les stratèges occidentaux qui considèrent cet alignement comme une coalition de circonstance pourraient ne pas voir à quel point les pressions américaines répétées ont incité ces

États à coordonner plus étroitement leurs actions.

4. La « classe Epstein », le sionisme politique et les institutions de la guerre permanente

La partie la plus virulente de l'entretien entre Escobar et Ali porte sur la culture politique qui oriente les politiques militaires américaine et israélienne. Ali emploie l'expression **« classe Epstein »** pour dénoncer ce qu'il perçoit comme une élite transnationale privilégiée, à l'abri de toute obligation de rendre des comptes. Cette formule est un raccourci polémique, pas la preuve qu'une organisation secrète unique dirige les événements internationaux. Elle doit être comprise comme une accusation visant l'impunité des élites et les réseaux d'influence, non comme une conspiration démontrée reliant toutes les personnes ou institutions qu'il critique.

Il existe néanmoins, sous cette rhétorique, une critique structurelle sérieuse. Les interventions militaires répétées ont créé des relations entre responsables gouvernementaux, entreprises d'armement, appareils de sécurité, services de renseignement, donateurs, réseaux de lobbying et commentateurs médiatiques. Dans ce système, les coûts de la guerre retombent de manière disproportionnée sur les civils, les militaires en service et les contribuables, tandis que des incitations professionnelles et financières peuvent favoriser la poursuite de la militarisation. L'existence de ces incitations ne prouve pas que chaque décideur souhaite la guerre. Elle exige en revanche que l'on examine qui exerce une influence, qui profite des contrats, qui assume les risques et qui doit rendre des comptes lorsque les résultats promis ne se matérialisent pas.

La critique du **sionisme politique** exige également de la précision. Le sionisme englobe différents courants historiques et contemporains, et les Juifs ne sauraient être tenus collectivement responsables des décisions du gouvernement israélien. L'examen politique légitime et nécessaire doit porter sur des politiques et des acteurs identifiables : la conduite de la guerre par le gouvernement israélien, sa préférence stratégique pour la coercition à l'égard de l'Iran, les partisans de l'expansion territoriale et les responsables politiques américains qui approuvent l'escalade militaire. Critiquer ces programmes ne revient pas à critiquer les Juifs en tant que peuple et ne justifie pas davantage d'attribuer une même motivation à toutes les personnes qui se définissent comme sionistes.

L'argument plus général d'Escobar est qu'un establishment politique habitué à assimiler la force à la crédibilité peut finir prisonnier de son propre langage. Dès qu'un adversaire a été publiquement décrit comme une menace existentielle, le compromis est présenté comme une faiblesse, la retenue comme une défaite et la

négociation comme une humiliation. Les dirigeants subissent alors de fortes pressions pour poursuivre l'escalade, même lorsque l'action militaire ne peut déboucher sur une issue politique stable. Dans ce contexte, la question « Pouvons-nous frapper ? » éclipse la question plus importante : « Quel règlement politique cette frappe rendrait-elle possible ? »

L'histoire des interventions américaines donne amplement de raisons de résister à ce rétrécissement du débat. Les victoires tactiques ne se traduisent pas nécessairement par des gouvernements légitimes, une sécurité régionale fiable ou l'adhésion de la population. Détruire des équipements est plus facile que d'établir un ordre politique accepté. Éliminer des dirigeants est plus facile que de faire disparaître les griefs et les institutions qui nourrissent l'opposition. Un État peut disposer d'une puissance de feu écrasante tout en restant incapable de dicter les conditions finales de la paix.

Escobar et son animateur décrivent la perspective de nouvelles actions contre l'Iran comme un symptôme de désespoir. Il s'agit d'une interprétation, non d'un fait mesurable concernant l'état mental des dirigeants américains. Mais la question de fond est légitime : si les précédentes vagues de coercition n'ont pas permis d'aboutir à un règlement acceptable, pourquoi faudrait-il attendre de la suivante qu'elle réussisse là où les autres ont échoué ? Un gouvernement responsable doit répondre par une stratégie politique crédible, et non uniquement par des listes de cibles militaires et des déclarations de fermeté.

5. La Russie, l'Iran et la Chine en tant qu'« États-civilisations » : le défi lancé à l'universalisme occidental

La description par Escobar de **la Russie, de l'Iran et de la Chine comme trois « États-civilisations »** est au cœur de sa vision du monde. Dans cette lecture, la confrontation ne se résume pas à une rivalité portant sur l'espace aérien, le pétrole ou les sanctions. Elle concerne le droit de grandes sociétés, façonnées par une longue histoire, à définir leurs propres trajectoires politiques et leurs relations sans accepter les États-Unis comme autorité suprême de l'ordre international.

La Russie invoque la profondeur de son histoire, sa langue, sa géographie sécuritaire et sa vision d'un monde multipolaire. L'Iran s'appuie sur la civilisation perse, son identité étatique révolutionnaire et une longue expérience de résistance aux influences étrangères. La Chine affirme sa propre continuité civilisationnelle tout en associant une économie industrielle moderne à un modèle de développement dirigé par l'État. Ces trois pays ne partagent ni une idéologie unique ni un même système politique. Leur point commun est de refuser que la puissance occidentale détermine par la force quels gouvernements ont le droit de survivre et quels États peuvent

commercer.

Cette perspective aide à comprendre l'attrait d'institutions telles que les **BRICS** et l'**Organisation de coopération de Shanghai (OCS)**, ainsi que des accords commerciaux en monnaies nationales, des systèmes de paiement alternatifs et des voies de transport réduisant la dépendance à l'égard de passages stratégiques contrôlés par l'Occident. La participation à ces institutions n'efface pas les différences entre les États membres. Elle offre néanmoins davantage de choix aux gouvernements, et l'existence même de ces choix modifie les rapports de force dans les négociations.

L'expression « État-civilisation » ne devrait cependant pas devenir une justification de chaque action menée par Moscou, Téhéran ou Pékin. Les civilisations ne sont pas moralement irréprochables, et les gouvernements doivent toujours être jugés à l'aune des droits de leurs populations, de leur conduite envers leurs voisins et de leur respect du droit international. Un ordre véritablement multipolaire ne devrait pas signifier le remplacement d'un centre de pouvoir incontestable par plusieurs centres plus petits. Sa promesse réside dans la possibilité de négocier entre différents pôles sans qu'aucun d'eux bénéficie d'une autorisation permanente d'imposer la guerre.

« L'Occident » n'est pas non plus un bloc monolithique. En Europe et aux États-Unis, des millions de citoyens s'opposent aux aventures militaires à l'étranger, défendent le droit international et mettent en cause le poids politique considérable de leurs propres appareils de sécurité. La véritable ligne de partage ne sépare pas des peuples vertueux d'Eurasie de peuples corrompus du monde atlantique. Elle oppose les politiques qui recherchent la sécurité grâce à des arrangements réciproques à celles qui continuent de supposer qu'une seule partie peut dicter à toutes les autres leurs conditions de sécurité.

Cette distinction donne à la critique d'Escobar sa forme la plus solide. Il ne s'agit pas de savoir si l'Iran, la Russie ou la Chine méritent une admiration sans réserve. Il s'agit de déterminer si Washington peut reconnaître des intérêts stratégiques indépendants à l'extérieur de son système d'alliances sans considérer leur existence comme un affront intolérable. La paix ne devient possible que lorsque la souveraineté d'autrui est traitée comme une condition de la négociation, et non comme un obstacle à éliminer.

6. Gazoducs, chemins de fer et ports : la géoéconomie derrière la rencontre de Moscou

Les éléments les plus facilement négligés du récit d'Escobar concernent les infrastructures. Ce sont peut-être aussi ceux dont les conséquences seront les plus durables. Selon les déclarations publiques faites par Rezaei après sa rencontre avec Poutine, les discussions ont notamment porté sur un projet de **gazoduc russe vers l'Iran**. Escobar attire également l'attention sur la **liaison ferroviaire Rasht–Astara** , un tronçon manquant du Corridor international de transport Nord–Sud (INSTC). Il ne s'agit pas de détails économiques secondaires. Ils contribuent à expliquer pourquoi l'Iran compte pour la Russie au-delà de la confrontation actuelle.

L'INSTC vise à relier le nord de l'Eurasie aux ports iraniens, puis aux voies maritimes desservant l'Asie du Sud. Son réseau relie la Russie et la région de la mer Caspienne à l'Iran, avec un accès méridional vers le golfe Persique, le golfe d'Oman et l'océan Indien. Une fois achevé et intégré à l'ensemble du dispositif, le tronçon Rasht–Astara améliorerait la continuité ferroviaire le long de l'itinéraire occidental de la mer Caspienne. Le financement, la construction et la coordination transfrontalière restent des défis pratiques ; une annonce politique ne doit pas être confondue avec une ligne de chemin de fer achevée.

Pour Moscou, l'intérêt stratégique est évident. La diversification des transports peut réduire l'exposition aux sanctions, aux perturbations maritimes et à la dépendance envers des itinéraires vulnérables aux pressions politiques occidentales. Pour l'Iran, la participation au corridor crée des recettes de transit, des investissements logistiques, des perspectives industrielles et des liens plus étroits avec de grands partenaires commerciaux. Pour l'Inde et les autres économies d'Asie du Sud, elle ouvre une autre liaison potentielle avec les marchés eurasiatiques. Le corridor ne remplace pas immédiatement les routes maritimes existantes, mais il élargit l'éventail des possibilités commerciales.

Escobar évoque aussi la **Route maritime du Nord** et l'intérêt chinois pour la navigation polaire, parallèlement au développement de ports iraniens tels que Bandar Anzali, Bandar Abbas et Chabahar. Le port pakistanais de Gwadar apparaît dans l'analyse comme un autre nœud important sur la mer d'Arabie. Ces projets diffèrent quant à leur propriété, leur degré d'avancement, leur financement et leur finalité stratégique. Il ne faudrait pas les idéaliser comme une seule « route de la soie » parfaitement continue. Ensemble, ils montrent que l'architecture géographique du commerce eurasiatique est repensée d'une manière que les États-Unis ne peuvent pas aisément contrôler.

Les planificateurs militaires ont tendance à envisager un territoire en termes de bases, de portées de tir, d'avions et de défenses antimissiles. Les responsables économiques pensent au fret, à l'énergie, aux assurances, à l'écartement des voies

ferrées, aux capacités portuaires et aux chaînes d'approvisionnement. Une grande stratégie cohérente doit intégrer les deux perspectives. Une frappe affaiblissant les infrastructures iraniennes pourrait aussi renforcer la détermination politique d'autres gouvernements eurasiatiques à développer des solutions de remplacement à la domination financière et navale américaine. En ce sens, la pression militaire peut produire l'effet stratégique inverse de celui recherché.

Les infrastructures constituent aussi un intérêt en faveur de la paix. Gazoducs et chemins de fer créent des groupes d'acteurs qui ont besoin de frontières prévisibles et d'échanges sûrs. Leurs avantages disparaissent sous des bombardements prolongés. La rencontre de Moscou rappelle ainsi que l'avenir de l'Iran n'est pas seulement une question de dissuasion. Il s'agit de savoir si une région entière peut se développer grâce au transport, à l'énergie et au commerce, plutôt que de subir des cycles récurrents de destruction.

7. Le détroit d'Ormuz et le risque d'un engrenage de représailles toujours plus vaste

Escobar et Ali avertissent à plusieurs reprises que de nouvelles frappes américaines ou israéliennes pourraient entraîner des représailles dépassant largement le champ de bataille immédiat. Leur raisonnement est facile à comprendre. Dans une économie du Golfe étroitement interconnectée, des opérations militaires contre des cibles iraniennes peuvent affecter la navigation, les ports, la production énergétique, les marchés de l'assurance et les calculs de sécurité des États voisins. Les conséquences économiques ne restent pas confinées au gouvernement visé par l'attaque.

Le **détroit d'Ormuz** est au centre du différend actuel. Téhéran a lié sa réouverture et la reprise des négociations à des conditions que Washington devrait, selon l'Iran, remplir. Les États-Unis ont maintenu des mesures de coercition, notamment des restrictions visant les ports iraniens. Le Pakistan et le Qatar ont cherché à préserver un cadre de négociation, tandis que la Chine a souligné l'importance de la sécurité de la navigation. Ces positions montrent pourquoi les menaces militaires et les propositions diplomatiques ne peuvent raisonnablement être envisagées séparément.

L'avertissement d'Escobar concernant des représailles potentiellement dévastatrices constitue un **scénario**, et non une prévision assortie d'une probabilité connue ou d'un plan opérationnel vérifié. L'Iran a des raisons de faire savoir qu'il peut imposer des coûts régionaux considérables. Les gouvernements du Golfe ont des raisons tout aussi fortes de refuser que leurs territoires deviennent des champs de bataille ou que

leurs installations énergétiques soient exposées à de nouvelles attaques. Toute affirmation selon laquelle une date, un itinéraire d'attaque ou une réaction précise seraient certains doit être accueillie avec une prudence particulière. En période de crise, des avertissements anonymes peuvent avoir pour but de dissuader, de désorienter ou d'influencer des adversaires.

Le constat fondamental reste puissant : il n'existe pas de frontière nette entre une frappe « limitée » et une guerre plus vaste lorsque plusieurs acteurs ont des raisons d'exercer des représailles, d'afficher leur détermination ou de défendre des intérêts alliés. Les dirigeants peuvent envisager une opération de courte durée. Les marchés, les populations et les commandants militaires peuvent vivre une réalité bien plus prolongée. Le risque ne réside pas uniquement dans la possibilité qu'une personne prenne une décision malveillante. Il tient aussi au fait que des systèmes politiques construits autour des menaces et contre-menaces perdent la capacité de s'arrêter une fois l'action engagée.

8. Shenzhen, les 18 et 19 novembre : Poutine et Xi peuvent-ils offrir une porte de sortie à Trump ?

Escobar identifie une possible ouverture diplomatique lors des **réunions de l'APEC à Shenzhen les 18 et 19 novembre 2026**. Le programme officiel de l'APEC prévoit une rencontre des dirigeants à Shenzhen à ces dates. Une éventuelle réunion réunissant **Donald Trump, Vladimir Poutine et Xi Jinping** a été publiquement évoquée, mais il ne s'agit encore que d'une possibilité, et non d'un sommet garanti ou d'un accord déjà conclu.

Pour Escobar, la portée symbolique pourrait être extraordinaire. Une conversation entre les présidents des États-Unis, de la Russie et de la Chine reviendrait à reconnaître que les différends les plus dangereux du moment ne peuvent pas être résolus par la seule émission d'ultimatums de Washington. Surtout, elle pourrait offrir une issue politiquement acceptable à l'escalade autour de l'Iran. Pékin et Moscou pourraient proposer des garanties, un cadre diplomatique ou un encouragement coordonné en faveur d'un règlement, tandis que le Pakistan et le Qatar poursuivraient la médiation concrète avec Téhéran et Washington.

Escobar emploie l'image d'un nouveau **« Yalta »** pour souligner l'enjeu historique. L'analogie est forte sur le plan rhétorique, mais ne doit pas être prise à la lettre. Le monde de 2026 n'est ni celui de 1945 ni un système dans lequel trois présidents pourraient légitimement se partager les droits de plus petits États. L'Iran doit participer aux décisions concernant sa souveraineté. Les gouvernements du Golfe ont, eux aussi, des intérêts dont on ne peut disposer au moyen d'un accord exclusif

entre grandes puissances. Une rencontre fructueuse à Shenzhen n’aurait de valeur que si elle ouvrait un processus de négociation plus large et crédible.

Pourquoi une telle ouverture pourrait-elle alors échouer ? Escobar insiste beaucoup sur la psychologie politique de Trump et sur les tentations de ce qu’il décrit comme une approche mafieuse du pouvoir : ne jamais reconnaître ses erreurs, ne jamais reculer sous la pression et punir ceux qui contredisent le chef. La transcription contient des insultes personnelles et des spéculations sur un déclin mental. Il s’agit de jugements polémiques, non de preuves médicales, et ils ne sont pas nécessaires pour étayer la critique de fond.

Le véritable dilemme politique est plus concret. Un président qui a constamment assimilé la domination militaire à la grandeur nationale peut avoir du mal à expliquer un compromis négocié à ses partisans après des mois de menaces. Pourtant, la capacité à empêcher une guerre plus vaste n’est pas une humiliation. C’est une épreuve de discernement stratégique. Tout accord impose aux dirigeants d’échanger des exigences maximales contre des gains réalisables. Le choix qui se présente à Washington est de présenter cet échange comme un acte d’homme d’État ou de laisser la gestion de son image intérieure dicter l’escalade internationale.

Xi et Poutine sont eux aussi mis à l’épreuve. Une « porte de sortie » doit offrir à l’administration américaine quelque chose de plus tangible qu’une demande de reconnaître sa défaite. Elle devrait traiter de la sécurité maritime, des sanctions, des conditions de la reprise des discussions américano-iraniennes, des mécanismes permettant d’empêcher de nouvelles attaques et de dispositions crédibles pour la mise en œuvre des engagements. Si la Russie et la Chine souhaitent que leur défense de la diplomatie multipolaire soit prise au sérieux, elles doivent contribuer à rendre le règlement réalisable, plutôt que de se contenter de dénoncer les incohérences américaines.

Une issue possible serait un accord informel visant à éviter de nouvelles opérations militaires pendant que les médiateurs négocient des mesures concrètes. Une autre serait une initiative diplomatique publique donnant une couverture politique à la retenue. Une troisième serait l’échec : la rencontre trilatérale envisagée pourrait ne pas avoir lieu, ou se tenir sans progrès sur l’Iran. Escobar a raison d’insister sur l’urgence créée par l’approche de ces dates. Il serait toutefois moins fondé à présenter l’existence d’une occasion diplomatique comme la preuve qu’un accord précis est imminent.

9. Le véritable choix : le prestige par la coercition ou la sécurité négociée

Un paradoxe se trouve au cœur de la stratégie américaine contemporaine. Plus Washington recourt aux sanctions, au blocus, aux menaces militaires et au langage d'une puissance exceptionnelle, plus les États visés sont incités à construire des partenariats alternatifs. Leur coordination peut être imparfaite et leurs systèmes politiques profondément différents, mais leur exposition commune à la coercition crée des intérêts partagés. Une politique destinée à isoler l'Iran peut donc renforcer les raisons de celui-ci de coopérer avec la Russie et la Chine, tout en accroissant l'importance du Pakistan en tant que canal que Washington ne peut pas facilement remplacer.

L'analyse d'Escobar est la plus convaincante lorsqu'elle attire l'attention sur cette conséquence structurelle. Elle l'est moins lorsque des informations anonymes provenant de l'intérieur sont élevées au rang de certitudes ou lorsque la complexité de la politique mondiale se réduit à l'opposition entre des dirigeants eurasiatiques rationnels et des Occidentaux uniformément irrationnels. Ces simplifications ne sont pas nécessaires. Les faits publics montrent déjà que le danger est exceptionnel : contacts de haut niveau entre la Russie et l'Iran en matière de sécurité, différend persistant autour d'Ormuz et des conditions de la paix, diplomatie active de la Chine et du Pakistan et éventuelle rencontre de trois grandes puissances à Shenzhen.

Une nouvelle attaque américaine contre l'Iran devrait satisfaire à bien davantage qu'un simple calcul opérationnel militaire. Elle soulèverait la question de sa légalité au regard de la **Charte des Nations unies**, qui interdit en principe la menace ou l'emploi de la force contre un autre État, sauf dans des circonstances juridiquement reconnues telles que la légitime défense ou une autorisation du Conseil de sécurité. La colère politique, l'inquiétude pour la réputation nationale et le désir de punir un adversaire ne constituent pas, à eux seuls, une justification légale ou durable d'une nouvelle guerre.

Avant tout, ce sont des êtres humains qui en supporteraient les coûts. Les Iraniens ayant déjà vécu les bombardements, les sanctions et l'insécurité ; les Américains appelés à combattre ou à financer une autre intervention ; les familles de tout le Golfe dont la sécurité des villes, des lieux de travail et des ports est essentielle ; et les populations plus éloignées dont les moyens de subsistance dépendent de l'énergie et du transport maritime : tous vivraient avec les conséquences de décisions prises par un petit cercle de dirigeants.

Cette réalité humaine devrait constituer la mesure du succès diplomatique. L'objectif doit être d'empêcher de nouvelles destructions, de garantir la sécurité de la navigation, de réduire les menaces, d'établir des garanties réciproques et de rendre le règlement politique préférable à l'escalade militaire. Un accord durable n'exigera

de personne qu'il fasse semblant de croire que les griefs historiques ont disparu. Il exigera de reconnaître que la force a ses limites et que la souveraineté des autres États ne peut pas être éternellement considérée comme conditionnelle.

L'avertissement d'Escobar doit donc être pris au sérieux, sans que chaque détail de son récit soit transformé en fait établi. La rencontre au Kremlin est réelle. Le partenariat stratégique russo-iranien est réel. Le rôle de la Chine et du Pakistan dans la recherche d'une fin aux hostilités est réel. Les infrastructures qui relient les intérêts eurasiatiques sont réelles. Les engagements précis échangés à huis clos ne sont pas entièrement publics, et l'issue de Shenzhen reste à écrire.

Le choix qui approche est sans ambiguïté. Washington peut interpréter ces développements comme un défi à son prestige et tenter de réaffirmer sa suprématie par une nouvelle démonstration de force. Ou il peut reconnaître que l'émergence d'autres centres de pouvoir rend la sécurité négociée non seulement moralement préférable, mais aussi stratégiquement incontournable. Si une porte de sortie existe, l'emprunter ne serait pas un signe de faiblesse. Ce pourrait être la preuve la plus claire que le discernement politique a enfin rattrapé les limites de la puissance militaire.

Sources et notes de la rédaction

Commentaire principal : Pepe Escobar en conversation avec Zulfiqar Ali (vidéo fournie avec la transcription). La transcription semble contenir des erreurs de reconnaissance vocale automatique ; les noms, la terminologie et les phrases ont été corrigés lorsque cela était possible. Cet échange constitue une source d'interprétation, et non un compte rendu officiel de la rencontre au Kremlin.

Informations contemporaines : Reuters, 5 novembre 2026, sur la rencontre Poutine–Rezaei, les déclarations publiques de Rezaei, le gazoduc et les conditions iraniennes.

Traité Russie–Iran : Texte intégral du Traité de partenariat stratégique global du 17 janvier 2025 (en russe et en anglais), notamment les articles 3, 5, 6 et 22.

Chine et Pakistan : Ministère chinois des Affaires étrangères, 17 juillet 2026, sur l'appel conjoint à un cessez-le-feu et la médiation pakistanaise ; Ministère pakistanais des Affaires étrangères sur les discussions techniques dans le cadre du mémorandum d'accord d'Islamabad.

Shenzhen : Secrétariat de l'APEC, 3 novembre 2026, programme de la semaine des dirigeants.

Droit international : Charte des Nations unies, notamment ses articles 2(4) et 51.

Précision éditoriale : l'affirmation concernant une liaison téléphonique chiffrée avec le Guide suprême iranien, la durée des réunions et appels privés, toute promesse d'une assistance militaire « illimitée » et les prévisions de dates d'attaque imminentes sont attribuées aux commentateurs ou aux sources qu'ils citent. Ces éléments ne sont pas présentés comme des faits confirmés de manière indépendante.